

La Laïcité, ce n'est pas le respect des croyances, mais le respect des croyants

« *La Tolérance s'inscrit dans la sphère des faits et non dans celle des idées* » - Devise du journal *La Libre Pensée* en 1866.

La Laïcité est indéniablement une certaine forme de *Tolérance institutionnalisée*, mais ne saurait se réduire à ce concept. Lors du débat sur la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* qui sera votée le 26 août 1789, les **Constituants** (1) qui font suite aux **Députés** de l'Assemblée nationale vont débattre longuement de cette question de « *Tolérance* » pour la rejeter à la demande de **Mirabeau** qui déclarera avec raison : « *La Tolérance est le fait du Prince* ». En effet, la tolérance nécessite un pouvoir qui tolère et des sujets qui sont tolérés. Cela établit donc de fait une hiérarchie entre celui qui tolère et celui qui est toléré.

Contre cette conception, les **Constituants** de 1789 vont établir un autre principe qui sera la marque de la **Révolution française** : l'Égalité des Droits, l'Égalité en Droits. Tous sont égaux, il n'y a pas de hiérarchie politique, car « *les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.* » (**Article 1^{er} de la Déclaration**). Et cela simplement parce que tous « *les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* » (idem). On passe ainsi d'un système où l'individu est un Sujet à un autre qui remplace le Sujet par le Citoyen égal en droit.

Les Droits contre les Devoirs

Dans l'**Ancien-Régime**, l'individu est un sujet parce qu'il doit tout à son créateur (Dieu), il n'a alors que des devoirs et pas de droits. En fondant la notion de « *Droits* », la **Révolution française** détruit un système où le **Tiers-État** (le peuple) était sous la coupe absolue des deux autres Ordres : la **Noblesse** (le Roi) et l'**Église** (le Clergé). En liquidant les devoirs envers Dieu (l'Église) et le Roi « *de Droit divin* », **1789** ouvre la voie à un processus de laïcisation totale des Institutions et de sécularisation de la société. L'homme devient enfin « *la mesure de toute chose* » (**Protagoras** dans l'Antiquité grecque).

L'Article 10 de la **Déclaration** stipule que : « *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.* » C'est l'affirmation que plus personne ne pourra être poursuivie et réprimée pour ses opinions, quelles qu'elles soient. Les opinions ne sont plus un sujet qui concerne l'État en soi, seul compte l'individu qui peut s'exprimer librement.

Respecter la liberté d'expression des opinions, ce n'est pas les faire siennes

Ceci n'implique nullement que les opinions des uns et des autres soient désormais respectées, admises ou acceptées par tous. Seule compte la faculté des Citoyens d'exprimer librement, sans jugement préalable, leurs opinions. Il n'y a pas de jugement de valeur sur leurs opinions « *mêmes religieuses* », qui peuvent s'exprimer et s'organiser librement, c'est l'application du principe de Laïcité.

Celui-ci s'oppose donc au **Cléricalisme** qui veut confondre « *Croyances* » et « *Croyants* » en faisant respecter les doctrines religieuses. En clair, si vous acceptez les *Croyants*, vous acceptez aussi les *Croyances*. La Laïcité (Tolérance institutionnalisée) exige que vous acceptiez qu'il y ait des croyants, et peu importe ce qu'ils croient, c'est leur pleine liberté ; mais en aucun cas, cela ne peut conduire à accepter leurs croyances qui sont libres de toutes critiques. C'est la liberté d'expression et d'association qui permet aux individus de se grouper librement pour ou contre telle ou telle croyance ou opinion, comme le fait par exemple la **Libre Pensée**.

La V^{ème} République est antilaïque par essence

La **Constitution de la V^{ème} République** est antidémocratique, cléricale et antilaïque, son **Article 1^{er}** indique : « *Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances* » et non tous les croyants. On peut mesurer, au traitement raciste et xénophobe que subissent les **Musulmans** en France, sa conception de l'**Égalité** qu'elle met en œuvre sous tous les gouvernements de la « *vraie Droite à la fausse Gauche* ». On « *dialogue* » avec l'**Église catholique** (grâce à **Lionel Jospin**), on fête la **Hanoucca** à l'Élysée d'une main, et de l'autre on ferme les écoles privées musulmanes, on dissout les associations musulmanes que l'on baptise « *islamistes* » pour mieux les associer au terrorisme. On réprime, on enferme et on expulse.

Pour rétablir la **Démocratie** et la **Laïcité authentique**, il faut balayer la **V^{ème} République** et ses Institutions. Il n'y a pas d'autres voies possibles que de redonner la parole au Peuple par l'élection d'une **Constituante libre est souveraine**.

Christian Eyschen

- 1- L'**Assemblée nationale constituante** est la première assemblée constituante de l'histoire de France. Elle est instituée par les députés du Tiers-État aux États généraux de 1789, qui, après le *Serment du jeu de paume* et avec le soutien de quelques députés de la noblesse et du clergé, s'érigent d'abord en « *Assemblée nationale* » le 17 juin 1789, puis en « *Assemblée nationale constituante* » le 9 juillet 1789. (Source : *Wikipédia*)

Une date à retenir absolument :

Samedi 6 décembre 2025 à 14h

Au gymnase Japy (Paris 11)

Grand meeting unitaire laïque national et international

Pour la défense de la loi de 1905

Pour l'abrogation de la loi « Séparatisme »

∴

Deux ouvrages pour en savoir plus

● Pour en finir avec la V^{ème} République - (Arguments n°22)

La crise politique ne fait qu'ouvrir des brèches toujours plus grandes dans ceux qui sont censés soutenir le pouvoir et dont le pouvoir est censé représenter les intérêts. Il n'est pas rien, à la fois dans les institutions et dans le moment actuel, que le **macronisme** soit minoritaire et rejeté par le pays. La scène politique s'apparente de plus en plus à un théâtre d'ombres. Cela ne peut plus durer et pourtant cela dure, mais jusqu'à quand ? Tout peut s'effondrer à tout moment.

La seule solution est d'évidence : redonner la parole au peuple pour qu'il décide lui-même de son avenir sur les formes institutionnelles qu'il décidera lui-même, pour lui-même, par lui-même, pour emprunter à la formule d'**Abraham Lincoln**.

La **V^{ème} République** avait pour objet et mission d'en finir avec « *le régime des partis* », elle n'a pas réussi, même si les « *partis* » sont dans un triste état. **Emmanuel Macron**, sans avoir les moyens, la grandeur, l'intelligence du **Général fondateur** est confronté à cette impossibilité, dans une situation où il n'a, contrairement à tous les **Bonaparte** du passé, aucune base sociale. Les forces de répression ne sont pas une base sociale, elles n'en sont qu'un instrument. Elles ne peuvent à elles-seules constituer une quelconque légitimité au Pouvoir.

Rappelons-nous la définition classique de l'ouverture du processus révolutionnaire : c'est quand en bas, on ne veut plus être gouverné comme avant et qu'en haut, on ne peut plus gouverner comme avant. Il manque l'élément déclencheur : l'irruption violente des masses sur la scène de l'Histoire où se règle leur destinée.

Bien des signes avant-coureurs ont été les prolégomènes de cette irruption. S'il y a une tradition bien « *française* », c'est bien celle-là. La révolte des **Gilets-Jaunes** s'appuie sur toute cette tradition vivante dans la conscience des masses. Il est de coutume de rappeler « *la tradition insurrectionnelle du Proletariat français* ». Les besoins du **Capital** et de la **Réaction** sont toujours là, mais ce sont les moyens et les hommes qui leur manquent. Cela ne peut déboucher que sur une crise ouverte.

Ouvrage en vente à la Librairie de la Libre Pensée - 191 pages - 5€

• Quelques enseignements récents de l'Histoire de la Libre Pensée - (Arguments n°9)

Philippe Besson et **Christian Eyschen** rappellent dans quelles conditions nous avons résisté aux sirènes de la laïcité « *ouverte* », « *plurielle* », de « *grand vent* », « *positive* », aux corporatistes partisans de la **Doctrin sociale de l'Église**, des Églises, avoués ou masqués, ces derniers étant les plus dangereux, c'est à dire à tous ceux qui, depuis des dizaines d'années, faisaient campagne pour « *repenser* », « *renouveler* », le socialisme, le syndicalisme. Répétant, pour quelques-uns d'entre eux, qu'il fallait « *raser les barbes de Marx et de Bakounine* ».

Ce sont les **Libres Penseurs** de la **FNLP** qui, les premiers, ont démonté cette immense supercherie, elle aussi très médiatisée, présentant le **Principe de subsidiarité**, directement issu des encycliques, comme le summum de la démocratie.

Parce que nous sommes engagés pour conquérir le maximum de libertés démocratiques individuelles et collectives, nous n'avons pas manqué, nombreuses et nombreux, de participer aux combats pour la liberté de la contraception, pour la liberté de l'avortement (y compris en prenant des risques), avec en face de nous les Églises et leurs dogmes. Il en est de même aujourd'hui pour

le droit à l'euthanasie, avec nos amis de *l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité*.

Or, aujourd'hui, la *Contre-Révolution* corporatiste est en marche. Déjà commencée depuis longtemps, accélérée avec **François Hollande** et la *CFDT*, elle continue sa progression avec **Macron**. L'Église catholique multiplie ses initiatives et interventions dans l'espace public pour se rendre incontournable. La défense de la Laïcité institutionnelle est plus que jamais à l'ordre du jour.

Joachim Salamero, Président d'honneur de la Libre Pensée

Pour télécharger gratuitement ce **numéro 9** consacré à l'**Histoire récente de la Libre Pensée** de la collection *Arguments de la Libre Pensée* - 100 pages :
<https://www.calameo.com/read/0037423012ade77b47ff4>